

Djerad : «Le gouvernement prendra des mesures sévères»

LE JOUR

D'ALGERIE

548 nouveaux cas et 10 décès en 24 heures
Alerte : la barre des 500 cas à nouveau dépassée

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 5214 - Jeudi 5 novembre 2020 - Prix : 10 DA

Duel serré entre Joe Biden et Donald Trump

«Election Day» sous haute tension

Page 2



Présidentielle américaine : la vague bleue n'a pas eu lieu

Par Mohamed Habili

A l'heure où ces lignes sont écrites, le candidat Joe Biden aurait déjà obtenu le nombre des 270 grands électeurs nécessaires pour devenir le président des Etats-Unis en lieu et place du sortant Donald Trump, si la vague bleue démocrate prévue par les sondages jusqu'à la veille du 3 novembre avait effectivement déferlé. Une fois de plus, les instituts de sondage ont annoncé une victoire relativement facile des démocrates, qui non seulement ne s'est pas produite, mais dont on ne peut exclure qu'elle se transforme au bout du compte en son contraire, en une deuxième défaite face à Donald Trump, pour eux quelque chose de cauchemardesque. On savait que Donald Trump serait tenté de revendiquer la victoire avant que le dépouillement ne soit terminé dans tous les Etats. Contre toute attente, c'est Joe Biden qui le premier a fait une déclaration dans laquelle il s'est dit très confiant dans la victoire. Ensuite seulement il a été suivi par Donald Trump, qui a renouvelé alors sa confiance dans sa bonne étoile, ainsi qu'il l'avait fait tout au long de la campagne. Si aucun des deux n'est allé jusqu'à proclamer sa victoire en des termes dénués d'ambiguïté, chacun a néanmoins laissé entendre qu'il ne reconnaîtrait de toute façon pas la victoire de son adversaire, et cela quoi qu'il arrive.

Suite en page 3

Situation économique en Algérie

Le patronat tire la sonnette d'alarme



La Confédération algérienne des patrons citoyens (Capc), héritière du FCE, a tiré une nouvelle fois la sonnette d'alarme, face à la dégradation et à la fragilité de l'économie du pays. Page 3

PH/D. R.



Projection d'«Héliopolis» de Djaffar Gacem

Un film émouvant, une œuvre majeure

Duel serré entre Joe Biden et Donald Trump

«Election Day» sous haute tension

■ Incertitude et suspense à couper le souffle prévalent aux Etats-Unis d'Amérique où la présidence de la première puissance mondiale est au centre d'une bataille électorale qui fait rage. Le dernier décompte des voix remportées par chacun des candidats donnait hier, en fin d'après-midi, 238 pour Joe Biden contre 213 pour Donald Trump. Si les résultats d'une quarantaine d'Etats étaient connus, dans d'autres le flou total régnait encore.

Par Aomar Fekrache

Hier, les déclarations des deux candidats Biden et Trump alimentaient les tensions, voire les appréhensions. Le président sortant, Donald Trump, fidèle à lui-même, n'a pas hésité à revendiquer la victoire dans de nombreux Etats où le dépouillement est encore en cours. Dans une déclaration, il considère le vote par correspondance comme une méthode de fraude électorale qui profiterait au camp démocrate, qu'il accuse de «*voler l'élection*». Le candidat républicain menace ainsi de saisir la Cour suprême pour bloquer le scrutin qu'il juge entaché de «*fraude massive*». Le camp du candidat démocrate n'a pas tardé à réagir en dénonçant des propos présidentiels «*scandaleux*» et «*sans précédent*». «*C'est une tentative délibérée de priver les citoyens américains de leurs droits démocratiques*», a riposté l'équipe de campagne de Joe Biden, assurant être prête à «*combattre*» en justice si Donald Trump saisissait la Cour suprême. Joe Biden s'est dit par ailleurs «*optimiste*» et en bonne voie pour remporter ce scrutin, appelant les Américains à faire preuve de patience.

Dépouillement au compte-gouttes

Les Américains qui s'attendaient à connaître le nom de leur président dans la journée d'hier, devraient encore attendre. Et pour cause, le nom du locataire de la Maison-Blanche est suspendu aux résultats de plusieurs Etats-clés. Du côté des démocrates, la vague espérée par les partisans de Biden, qui croyaient

puvoir réaliser des victoires historiques en Géorgie ou au Texas, n'a pas eu lieu. Trump a bien conservé la Floride, où de nombreux sondages le donnaient perdant ainsi que le Texas, bastion conservateur qui avait un temps semblé menacé, et l'Ohio, remporté depuis 1964 par tous les candidats qui ont aussi accédé à la présidence. Cependant, s'assurer d'un deuxième mandat n'est pas à portée de main pour le candidat républicain, qui doit encore remporter l'essentiel des autres Etats-clés qui avaient contribué à sa victoire inattendue en 2016. Biden était aussi donné vainqueur dans l'Etat crucial de l'Arizona, déjà remporté par Trump, bien que le dépouillement n'y soit pas encore terminé. Il semblait aussi en bonne posture dans le Nevada. Si cela se confirme, il va remporter au moins deux ou trois des Etats disputés du Nord industriel (Pennsylvanie, Michigan et Wisconsin) et de l'Est (Géorgie, Caroline du Nord), tous ayant été remportés par Trump il y a quatre ans. Toutefois, dans ces Etats, le dépouillement se poursuivait au compte-gouttes.

La justice pour trancher ?

Compte tenu des déclarations des uns et des autres, dans les deux camps, le résultat final de cette élection risque d'être tranché par la justice. D'ailleurs démocrates ou républicains, ils se sont bien préparés à cette éventualité. Aux Etats-Unis d'Amérique, en cas de contestation des résultats dans un Etat, c'est en premier lieu la justice de ce même Etat qui est habilitée à trancher, car chacun fixe librement ses lois électorales. Si un



Ph.D. R.

candidat souhaite contester une décision de justice locale, c'est le Congrès qui devient alors compétent. Mais quand la justice d'un Etat a déjà tranché les recours électoraux des candidats, le Congrès dispose d'un temps limité pour statuer et ne peut plus intervenir à moins de six jours du vote formel des grands électeurs, fixé au 14 décembre 2020. Cependant, faut-il préciser que les équipes juridiques des deux candidats sont rodées pour éviter ces embûches. Joe Biden a recruté quelque 600 avocats pour s'assurer de la légalité de l'élection et tenter des recours partout où cela est possible. «*Les républicains vont tenter tous les recours possibles, mais les démocrates s'y attendent, ils disposent d'un arsenal juridique considérable. Des deux côtés, on a une stratégie bien préparée*», explique un spécialiste. En atten-

dant de connaître le prochain président américain, force est de préciser que cette élection a suscité la plus forte participation

depuis que les femmes ont le droit de vote, avec une participation estimée à 66,9 %.

A. F.

548 nouveaux cas et 10 décès en 24 heures Alerte : la barre des 500 cas à nouveau dépassée

L'Algérie a enregistré 10 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, un cas de plus qu'hier (9), portant à 1 999 le total des morts, a annoncé, hier, le porte-parole du Comité scientifique en charge de la gestion de l'épidémie, le Pr Djamel Fourar.

Le nombre de contaminations a connu une forte hausse, avec 548 cas, soit 143 cas de plus par rapport au bilan d'hier (405), pour atteindre au total 59 527 cas confirmés.

Cette flambée des contaminations renseigne sur un relâchement total et un non respect flagrant des mesures de prévention. De nombreux spécialistes avaient déjà tiré la sonnette d'alarme quant au risque de voir les hôpitaux saturés, suite aux grands flux de malades. Un scénario catastrophe auquel l'on se dirige inéluctablement, à moins que les citoyens se décident à respecter scrupuleusement les règles d'hygiène et de distanciation sociale, seul remède, jusque là, contre cette pandémie qui fait des milliers de morts à travers le monde.

R. N.

Hausse du nombre de contaminations

Djerad : «Le gouvernement prendra des mesures sévères»

Appelant les élèves, leurs enseignants ainsi que les citoyens à l'impératif respect des gestes barrières et du protocole sanitaire mis en place et ce, dans le souci de «*préserver leur santé et celle de leurs familles*», le Premier ministre a affirmé que le gouvernement prendra des mesures «*sévères*» en cas de hausse du nombre de contaminations.

Procédant hier à Alger à l'ouverture de l'année scolaire 2020/2021 pour les élèves des paliers moyen et secondaire, deux semaines après avoir donné, depuis Batna, le coup d'envoi de l'année scolaire pour le primaire, le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a indiqué qu'il est «*nécessaire de respecter les mesures de prévention au sein des écoles face à l'épidémie de*

coronavirus», ajoutant, à ce propos, que «*l'objectif de la rentrée scolaire dans ces conditions sanitaires exceptionnelles et difficiles consiste à sensibiliser les élèves aux dangers de la pandémie, qui est la responsabilité de tous, tout en estimant que la vie continue*». Accompagné du ministre de l'Education nationale, Mohamed Ouadjaout, du wali d'Alger, Youcef Chorfa et des autorités locales et sécuritaires, le Premier ministre a appelé les élèves à l'impératif respect des gestes barrières et du protocole sanitaire mis en place par le ministère de l'Education à cet effet et ce, dans le souci de «*préserver leur santé et celle de leurs familles*». Le Premier ministre a relevé l'importance du suivi quotidien de la situation sanitaire au niveau national et

mondial. Il a incité, dans ce sens, les élèves à «*se focaliser sur leurs études et à éviter toute forme de pression psychologique*». «*Ma présence ici est la preuve que les autorités publiques, et sur orientations du président de la République, continuent à s'acquitter de leur rôle pour assurer tous les moyens au profit du secteur éducatif*», a poursuivi le Premier ministre. A la salle de sport de cet établissement éducatif, Djerad a affirmé que «*la ville de Sidi Abdellah constitue un pôle technologique orienté vers l'avenir*», soulignant que les établissements éducatifs et universités dont dispose cette ville «*sont la preuve que nous nous focalisons sur une bonne formation, en maîtrisant les sciences et en élaborant des programmes sco-*

laire de niveau mondial». Il s'est félicité, dans ce sens, du respect du protocole sanitaire mis en place par le ministère de l'Education nationale en prévision de la rentrée scolaire. Au CEM moudjahid Marzouk-Benyoucef, le Premier ministre a appelé les élèves à «*cohabiter avec la pandémie de Covid-19, sans qu'elle n'ait d'impact sur leur scolarité, ni sur les programmes pédagogiques*». Evoquant l'évolution de la situation pandémique en Algérie, Djerad a souligné l'importance de l'accompagnement de «*Jar-mée blanche* (personnel médical) qui fait face à ce virus, en tentant d'alléger la pression sur elle», imputant l'augmentation des cas positifs en Algérie au non-respect des gestes barrières. Après avoir appelé à la

responsabilité collective pour la sensibilisation de la société, le Premier ministre a dit que le «*gouvernement prendra des mesures sévères pour préserver la société et empêcher la hausse des cas*». Evoquant le vaccin anti Covid-19 que tous les laboratoires du monde s'attellent à sa préparation pour le premier semestre de l'année prochaine, Djerad a rappelé que «*l'Algérie assurera, une fois le vaccin disponible, une distribution globale et complète à tous les citoyens, tous âges confondus*». Enfin, dans une publication sur son compte Facebook à la fin de sa visite, Djerad a indiqué que «*le retour des élèves dans les établissements éducatifs constitue un retour à la vie qui continue et refuse tout arrêt ou retard*».

Thinine Khouchi

Situation économique en Algérie

Le patronat tire la sonnette d'alarme

■ La Confédération algérienne des patrons citoyens (Capc), héritière du FCE, a tiré une nouvelle fois la sonnette d'alarme, face à la dégradation et à la fragilité de l'économie du pays.

Par Louisa Ait Ramdane

Le président de la Confédération algérienne des patrons citoyens (Capc), Samy Agueli, a exprimé, hier, son inquiétude face à la dégradation de la situation économique du pays. Lors de son passage sur les ondes de la Radio nationale, il a tiré la sonnette d'alarme en affirmant que notre économie est en train de s'effondrer.

Ainsi, il a affiché sa préoccupation quant à l'avenir de la situation des entreprises nationales publiques et privées et de celle de leurs employés.

«Depuis le début de la crise sanitaire notre économie souffre et nos entreprises sont en train de fermer l'une après l'autre», a signalé Samy Agueli, admettant qu'on est en train de perdre des acquis et qu'«il y a vraiment le feu à la maison».

Pour y remédier, le chef de la Capc a exhorté l'Etat à prendre des mesures d'urgence. Selon lui, «aujourd'hui, la réforme économique n'est pas un choix mais une obligation. La situation est compliquée et nous la ressentant de jour au jour», soulignant que «lorsque je parle de réforme économique, cela veut dire qu'il faut reprendre l'économie avec d'autres réflexes, avec une débureaucratization réelle qui sera ressentie sur le terrain, non au niveau déclaratif».

Il reconnaît que la bureaucratie est une réalité amère et notre ennemie numéro un, et ce, depuis plusieurs années déjà. «Elle est encore plus puis-



P.M.D.R.

sante aujourd'hui et bloque beaucoup de créateurs de richesses», regrette l'invité de la rédaction de la Chaîne 3, en déterminant qu'il faut absolument débureaucratiser les actes de gestion et d'investir. Selon lui, il y a des secteurs sensibles qui nécessitent réellement un électrochoc pour une reprise rapide. «On ne peut prétendre à un avenir économique meilleur sans cette relance économique, tant demandée par les Algériens», a-t-il estimé. La réforme est donc indispensable aujourd'hui pour notre économie, fait-il savoir, indiquant que «la situation nous impose une réforme profonde

et un autre model économique pour se projeter à l'avenir et pouvoir, surtout, à être réaliste et réagir vite face à cette crise qui est en train d'emmenner des pans entiers de l'économie».

Mais avant tout, Samy Agueli suggère de sauver d'abord nos entreprises qui commencent à le ressentir, puisque, soutient-il, «nous avons des signaux très négatifs venant des sociétés qui existent depuis des années, n'ayant plus les moyens de payer leurs engagements».

Regrettant que beaucoup d'autorisations pour exploitation ou investissement restent sans réponses, Samy Agueli,

dit qu'il faut arrêter, tout de suite, avec ces demandes. «Des entreprises sont aujourd'hui à l'arrêt, à cause de ce fameux document. La réalité est là, l'entreprise vit des moments très sombres et très durs», affirme-t-il.

Cependant, le président de la Confédération algérienne des patrons citoyens (Capc) a estimé qu'«à cause de la bureaucratie, les mesures prises par le gouvernement ne sont pas assez où n'ont pas été carrément réalistes». «Il faut trouver les moyens pour accompagner nos entreprises et arrêter toute pénalisation», suggère-t-il. **L. A. R.**

LA QUESTION DU JOUR

Présidentielle américaine : la vague bleue n'a pas eu lieu

Suite de la page une

Au moment où ils intervenaient, à une heure d'intervalle l'un de l'autre, le dépouillement se poursuivait dans des Etats décisifs, que sont la Pennsylvanie, le Michigan et le Wisconsin. S'agissant de la Pennsylvanie, où il semble que se jouerait plus qu'ailleurs l'issue du scrutin, le décompte a été arrêté dans certaines circonscriptions, à Philadelphie notamment, pour être repris le lendemain matin, sans qu'il soit possible de s'expliquer ce report. La moindre des choses de la part des deux candidats, ou plus exactement des deux camps, c'aurait été d'attendre que tous les décomptes soient achevés avant de rien déclarer. Le fait qu'ils aient agi à rebours du bon sens dit assez qu'ils sont déjà convaincus que ce n'est pas la fin du dépouillement qui va les départager. Ce qui d'ailleurs était prévisible. Dans sa déclaration, Trump s'en est pour sa part remis clairement à la Cour suprême pour le rétablir dans ses droits si ceux-ci sont bafoués par la fraude, à son sentiment déjà à l'œuvre, ce qu'il n'avait cessé de prédire tout au long de sa campagne. Au vu du tour, combien prévisible, que les événements sont en train de prendre, cette probabilité s'en trouve renforcée. On ne connaît ni vainqueur ni demain ni après-demain, mais à la toute fin d'une bataille judiciaire susceptible de passer par bien des étapes, à supposer que la violence ne soit à aucun moment de la partie, ce qui est loin d'être évident. En annonçant leur victoire tout en se gardant de la proclamer, de surcroît à un moment où le comptage des voix n'est pas achevé, les deux candidats, mais Biden tout le premier, ont pris la responsabilité de donner le coup d'envoi à une crise politique dont il est impossible de savoir par avance comment elle va se développer. Cette crise n'est pas devant les Etats-Unis, car ils y sont déjà. L'annonce des résultats encore manquant loin de la faire se dissiper, peuvent au contraire l'exacerber.

M. H.

a souligné que le secteur s'attache actuellement au tri de ces entreprises ayant des actifs et des chiffres d'affaires et en mesure de reprendre l'activité sans recourir aux ports pour l'importation. «Nous ne pouvons continuer dans la même activité pour laquelle nous poursuivons d'autres en justice. La loi leur permet de poursuivre la même activité sans recourir aux importations. Toutes ces entreprises ont adhéré à de mauvaises politiques dans le passé et le changement exige du temps», a-t-il estimé.

Meriem Benchaouia

Soutien aux entreprises qui ne limitent pas l'économie nationale

Ait Ali : «L'industrie qui nous renvoie au port ne sera pas favorable au développement»

Un soutien sera accordé aux entreprises industrielles qui ne limitent pas l'économie nationale «au port» et à l'importation des matières premières et des pièces de rechange entre autres produits semi-finis, a affirmé le ministre de l'Industrie, Ferhat Ait Ali Braham.

Répondant aux questions des députés lors d'une séance de la Commission des finances et du budget de l'APN, consacrée au débat du budget du secteur au titre du projet de loi de finances 2021, le ministre a souligné que «l'industrie qui nous renvoie au port ne sera pas favorable au développement». Le ministre a insisté sur l'importance de relancer les unités industrielles et manufacturières, à travers la garantie des condi-

tions nécessaires, et la mise en échec de toute tentative ou politique méthodique visant à les mener à la banqueroute. «Il existait par le passé une politique visant à mener les sociétés industrielles dans le secteur public vers la faillite, de même que les sociétés productives dans le secteur privé», a-t-il observé. Les sociétés désirant poursuivre leurs activités sont tenues de mettre en place un plan minutieux de redressement et de refonte pour réorienter l'activité vers la production, en se basant sur les ressources nationales, a précisé le premier responsable du secteur. Et d'ajouter : «Une politique de privatisation de ce genre ne serait pas adéquate, et la privatisation anarchique de la force industrielle du pays n'est pas accep-

table». Il a évoqué plusieurs dépassements relevés au cours de sa visite inopinée aux unités industrielles, une visite informelle qu'il a menée sans aviser les walis, citant en particulier l'acheminement de la matière première destinée au recyclage vers d'autres pays pour assurer cette opération, et l'absence préméditée de maintenance des matériels, en sus de la coupure anarchique de la ressource hydrique destinée à certaines structures ayant enregistré des pertes colossales en termes d'équipements. Selon le ministre, plus de 60 entreprises activant dans plusieurs secteurs appartenaient à une seule personne, le foncier industriel est détourné de sa vocation, et le foncier public de l'Etat hypothéqué pour l'obtention de crédits

bancaires et autres. Le ministre est revenu, en outre, sur les mesures prévisionnelles prises par le secteur en faveur des complexes industriels dont les propriétaires sont poursuivis en justice, notamment en ce qui concerne la préservation des produits et équipements entreposés actuellement dans le port. «Certaines de ces entreprises sont actuellement poursuivies en justice», a-t-il noté, relevant que «le secteur ne peut s'immiscer dans le travail de la justice. Toutefois, le secteur prendra en charge les marchandises entreposées dans les ports pour assurer la sortie et la préservation des équipements jusqu'à ce que la justice se prononce à leur égard, et ce, dans le cadre de la responsabilité morale du secteur», a-t-il expliqué. Le ministre

Algérie-Portugal

La coopération économique, politique et sécuritaire au centre d'un entretien Boukadoum-Silva

■ «Les relations algéro-portugaises sont excellentes et très denses, que ce soit du point de vue politique, diplomatique ou économique», a affirmé M. Santos Silva à l'issue de l'entretien.

Par Meriem B.

La coopération algéro-portugaise en matière économique, politique et sécuritaire a été mise en exergue lors d'un entretien, hier à Alger, entre le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, et son homologue portugais, Augusto Santos Silva, en visite de travail en Algérie.

«Les relations algéro-portugaises sont excellentes et très denses, que ce soit du point de vue politique, diplomatique ou économique», a affirmé M. Santos Silva à l'issue de cet entretien.

Concernant les relations économiques, il a révélé la présence, actuellement en Algérie, de 80 entreprises portugaises qui investissent en créant de la richesse et de l'emploi, et qui profitent des opportunités que l'Algérie leur offre, faisant savoir que «l'Algérie est le principal

fournisseur de gaz du Portugal».

Il a indiqué que l'entretien a été aussi l'occasion d'évoquer la prochaine présidence de l'Union européenne (UE) par le Portugal, entre janvier et juin 2021, lors de laquelle seront mises en avant les relations entre l'UE et l'Afrique, l'UE et la Méditerranée, la politique de voisinage avec le Sud, les questions de coopération sur l'énergie, l'immigration, ainsi que les questions sécuritaires et de lutte contre le terrorisme. «Nous avons échangé des points de vue avec le MAE algérien sur la situation sécuritaire au Sahel et la façon dont le Portugal et l'Algérie contribuent à la stabilité de cette région-clé pour l'Afrique et l'UE», a-t-il ajouté.

M. Santos Silva a indiqué avoir abordé également les questions relatives à la situation dans le Nord de l'Afrique, spécifiquement en Libye, «qui est, a-t-il dit, un souci majeur pour l'Algérie et le Portugal, et aussi pour l'Europe», soulignant la nécessité, en ce qui concerne la politique de voisinage européenne, d'aller vers «un véritable partenariat entre les deux rives de la Méditerranée».

De son côté, M. Boukadoum a indiqué que le Portugal et l'Algérie sont liés par des relations, ayant un «cachet particulier», basées sur la confiance, la



coopération et la solidarité.

«L'Algérie est considérée comme le plus important fournisseur d'énergie au Portugal, qui couvre environ 40 % des besoins de ce pays en énergie», a-t-il relevé, ajoutant que les

échanges commerciaux entre les deux pays «peuvent atteindre cette année le 1 milliard de dollars en faveur de l'Algérie».

Le chef de la diplomatie algérienne a indiqué, en outre, que la rencontre a porté également sur

les relations régionales et internationales, notamment les questions d'émigration clandestine ainsi que les situations au Sahara occidental, en Libye, au Mali et dans le Sahel.

M. B.

Covid-19/Prévention
Près de 2 500 opérations menées par la Protection civile durant le mois d'octobre

PRÈS DE 2 500 opérations de sensibilisation et de désinfection générale liées à la prévention contre le coronavirus (Covid-19) ont été menées par la Protection civile durant le mois d'octobre dernier, indique, hier, un bilan de la Direction générale de la Protection civile (DGPC).

Dans le cadre de la prévention contre le coronavirus, les services de la DGPC ont effectué, durant le mois d'octobre 2020, pas moins de «921 opérations d'information et de sensibilisation au profit de citoyens et 1 500 opérations de désinfection générale sur plusieurs installations et structures publiques et privées, en particulier les unités de la Protection civile, les établissements hospitaliers, les maisons de vieillesse, les pouponnières, les bureaux de poste, les places publiques, les rues etc., afin de limiter la propagation de la pandémie», a précisé la source.

«Aussi, 4 608 éléments de la Protection civile, tous grades confondus, ont été mobilisés pour cette opération à caractère préventif, dotés d'équipements et de matériels d'intervention représentés par 802 ambulances et 667 engins d'incendie, en continuité des efforts conjugués par tous pour lutter efficacement contre cette pandémie», a également signalé le bilan de la Protection civile.

Yanis B.

Energie Les canalisations des hydrocarbures gazeux et du réseau de transport de gaz déterminées

Un nouvel arrêté ministériel déterminant les canalisations des hydrocarbures gazeux relevant du secteur des hydrocarbures et les canalisations qui font partie du réseau de transport de gaz desservant exclusivement le marché national a été publié au *Journal officiel* n° 63.

Abrogeant les dispositions de l'arrêté de 2015, modifié, ce nouveau texte vient en application de l'article 129 de la loi de 2019 régissant les activités d'hydrocarbures et de

l'article 47 de la loi de 2002, modifiée et complétée, relative à l'électricité et à la distribution du gaz par canalisations, précise la même source.

La liste des canalisations d'hydrocarbures gazeux relevant du secteur des hydrocarbures et celles qui font partie du réseau de transport du gaz desservant exclusivement le marché national ont été définies dans des annexes, jointes à l'arrêté.

Ces listes sont rendues publiques par les

services compétents du ministère chargé de l'Energie et sont actualisées par l'autorité de régulation des hydrocarbures, en tant que de besoin. «Les limites du réseau de transport du gaz desservant exclusivement le marché national sont telles que définies au décret exécutif du 26 novembre 2006 (fixant les règles techniques de conception, d'exploitation et d'entretien du réseau de transport de gaz)», selon l'article 11 du nouvel arrêté.

Halim N.

Tlemcen Programme de plantation et de reboisement de 400 hectares

Les travaux de plantation et de reboisement d'une superficie globale de 400 hectares ont été lancés à travers la wilaya de Tlemcen, a-t-on appris, hier, auprès d'un responsable de la Conservation locale des forêts.

Les travaux de reboisement de deux cents hectares ont, en effet, été lancés dans le cadre du programme national de reboisement selon les termes d'un contrat programme signé avec l'entreprise régionale de génie rural, a indiqué Berriah Ammar. «Ce programme est réparti sur des communes step-piques dont notamment El-

Aricha, dans les forêts domaniales Mekaidou 1 et 2, outre 50 autres hectares dans la commune d'El Gor dans les forêts Taktaret 1 et 2 plus de 25 autres hectares dans la forêt domaniale El-Assas, relevant de la commune précitée», a-t-il précisé.

La commune steppe d'El Bouihi a, par ailleurs, bénéficié au titre du même programme du reboisement d'une superficie de 50 hectares. Les espèces qui sont en cours de plantation, a ajouté le même responsable, sont le pin d'Alep, le caroubier, le pistachier, l'acacia, en plus du robinier et du févier d'Amérique qui ont été

introduits à titre expérimental dans de petites superficies, a-t-on expliqué.

Dans le cadre de la lutte contre l'avancée du sable, la commune d'El-Aricha a bénéficié d'un projet de réalisation d'une bande verte s'étalant sur une superficie de 100 hectares. Par ailleurs, un programme de plantation fruitière de 100 hectares a été également lancé à travers la commune d'Ain Nehala. Ce programme permettra la plantation de 40 hectares de prunier industriel, tandis que le reste sera réparti sur les communes de Maghnia, Hammam Boughrara, Remchi et Sebdu

et concernera l'olivier et l'amandier. Ce programme prendra fin en 2021, précise-t-on de même source. Depuis 2018, la wilaya de Tlemcen a planté une superficie de 964 hectares d'oliviers et d'amandiers, a rappelé le même responsable, notant qu'un programme d'indemnisation de fellahs, ayant eu des arbres fruitiers détruits par les feux cette saison, a été également initié. Le nombre d'arbres fruitiers détruits par les feux a été estimé à 1 421 qui seront remis aux fellahs touchés par ces sinistres, conclut la même source.

M. A.

Banques

Le CPA lance aujourd'hui la finance islamique dans une deuxième agence à Alger

■ Le Crédit populaire d'Algérie (CPA) lance aujourd'hui la commercialisation des produits de la finance islamique au niveau de son agence Kouba II (Alger), a annoncé, hier, cette banque publique dans un communiqué.

Par Mohamed A.

Le lancement inaugural de l'activité Finance islamique dans cette agence bancaire s'effectuera sous l'égide du P-DG du CPA, Mohammed Dahmani, qui sera accompagné des responsables de la Banque, selon la même source. La mise en place d'une nouvelle ligne de métier

Chine Forte hausse de l'activité dans les services en octobre

L'ACTIVITÉ dans les services en Chine s'est inscrite en octobre à son plus haut niveau depuis juin, confirmant la reprise économique du géant asiatique, selon un indice indépendant publié hier.

L'indice des directeurs d'achat (PMI) pour les services, calculé par le cabinet IHS Markit et publié par le groupe de médias Caixin, s'est établi à 56,8 le mois dernier contre 54,8 en septembre.

Le PMI, issu d'une enquête auprès d'un vaste échantillon d'entreprises, s'inscrit ainsi à son plus haut niveau depuis 10 ans, exception faite de juin dernier (58,4).

Si l'activité a largement repris en Chine après la paralysie liée au Covid-19 en début d'année, les entreprises peinent toujours à remplir leurs carnets de commandes à l'international, au moment où leurs principaux clients, en Europe et en Amérique du Nord, restent largement affectés par le virus.

Le sous-indice qui mesure les nouvelles commandes destinées à l'étranger est ainsi resté en territoire négatif le mois dernier.

Le tableau est toutefois à nuancer car dans le même temps la situation sur le marché de l'emploi s'est améliorée, les entreprises embauchant davantage pour répondre à la demande en Chine. Le sous-indice de l'emploi était ainsi dans le vert le mois dernier, pour la troisième fois depuis le début de l'année, selon Caixin.

Certains secteurs comme le tourisme ou la restauration restent cependant sinistrés. Les services, vers lesquels la Chine entend rééquilibrer son modèle économique, représentent désormais plus de 50 % de son PIB. Ils comprennent les transports, le marketing, l'immobilier, la finance... L'enquête Caixin-Markit, qui sonde principalement les PME, est réputée dresser un tableau fidèle de la conjoncture. **R. E.**

au sein de l'agence Kouba II «125», dédiée à la finance islamique, chargée de la commercialisation d'une large gamme de produits et services conformes aux préceptes de la Charia islamique, intervient après que la Banque ait obtenu les certificats de conformité du Haut conseil islamique (HCI) et l'agrément de la Banque d'Algérie. Cette démarche s'inscrit dans le cadre de la stratégie de CPA visant la diversification de son offre commerciale, en mettant à la disposition de sa clientèle les produits et services de la finance islamique répondant à leurs besoins et attentes et contribuant à l'effort de développement de l'inclusion financière, note le communiqué. La nouvelle offre commerciale est composée d'une gamme de neuf produits «destinés à l'ensemble des segments cibles, qu'ils s'agissent de particuliers, professionnels et entreprises et particulièrement la PME», rappelle le communiqué, soulignant que la commercialisation de ces produits interviendra progressivement sur tout le réseau d'exploitation de la banque et inclura des produits de dépôts de financement (le compte courant isla-



mique, le compte chèque islamique, le compte épargne islamique, le compte d'investissement islamique, l'offre Mourabaha Aqar/Sayara/Tadjhiz ainsi que l'offre Ijara Immobilier

et équipements). «Pour assurer une prise en charge de qualité et optimiser la commercialisation progressive des produits et services de la finance islamique, la banque investit dans la création

de nouveaux guichets dédiés et la formation d'une équipe pluridisciplinaire de cadres et commerciaux», affirme la même source.

M. A.

Pétrole

Le Brut de l'Opep progresse à 38,44 dollars

Le prix du panier de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) s'est élevé à plus de 38 dollars le baril, selon les données de l'Organisation publiées hier sur son site web.

Ce panier de référence de l'Opep (ORB), qui comprend le pétrole algérien (le Sahara Blend), s'est établi à 38,44 dollars le baril mardi après avoir débuté la semaine à 35,89 dollars, a précisé la même source.

Le baril de Brent de la mer du Nord, coté sur le marché de Londres, sur lequel est établi le pétrole algérien, a clôturé la séance de mardi en hausse, gagnant 1,90 % ou 74 cents par rapport à la clôture de lundi, à 39,71 dollars.

Les cours de l'or noir restent soutenus par la possibilité de maintien de l'Opep et ses alliés des réductions de leur production au-delà de la fin de l'année en cours.

Les signataires de la déclaration de coopération ont pour l'instant prévu d'augmenter leur production commune de 1,9 mil-

lion de barils par jour au 1^{er} janvier.

Mais le ministre de l'Energie et président de la Conférence de l'Opep, Abdelmadjid Attar, n'a pas exclu l'option de retarder l'augmentation de production prévue au début de 2021.

M. Attar, a indiqué mardi que l'Opep suivait attentivement les développements en cours et les équilibres du marché pétrolier, tant du point de vue de la demande que de l'approvisionnement, afin de prendre, avec les pays participants de la Déclaration de Coopération, les mesures idoines au moment opportun. Il a également souligné que le marché pourra difficilement absorber l'augmentation de la production attendue au début de 2021. L'option d'une extension du niveau actuel d'ajustement volontaire de la production pétrolière au premier semestre 2021 pourrait être envisagée lors de la prochaine réunion de la Conférence de l'Opep, a-t-il ajouté.

Bien avant, le ministre russe de l'Energie,

Alexandre Novak, s'est entretenu lundi avec les dirigeants des groupes pétroliers du pays «avec à l'ordre du jour l'accord de l'Opep+», a indiqué une source au sein du secteur pétrolier russe, citée par l'agence de presse publique Ria Novosti.

Les ministres de l'Energie des pays membres de l'Organisation vont tenir la 180^e réunion de la Conférence de l'Opep le 30 novembre en cours.

Elle sera suivie de la 12^e réunion ministérielle de l'Opep et non Opep, programmée pour le 1^{er} décembre prochain, selon le planning de l'Organisation.

Ces deux rencontres seront précédées par les réunions du Comité technique et le JMMC, les 16 et 17 novembre. Les signataires de l'accord de réduction de production d'avril dernier appliquent actuellement une baisse de 7,7 millions de barils par jour, qui sera ramenée à 5,8 millions en début d'année prochaine.

Lylia K.

Changes

Nette hausse du dollar face aux principales devises

Le dollar était en nette hausse hier face aux principales devises et la livre en particulier, cette valeur refuge traditionnelle profitant de l'incertitude sur l'issue de l'élection américaine.

Le billet vert prenait près de 1 % face à la livre, celle-ci cotant 1,2945 dollar ce mercredi matin, tandis que l'euro cédaient 0,28 % face au dollar. La tendance était

similaire face au yen et au franc suisse.

Par ailleurs, les cours du brut étaient extrêmement volatiles, repassant en territoire positif après avoir plongé dans le rouge à New York et à Londres à la suite des déclarations de Donald Trump qui affirme avoir remporté le scrutin alors que les résultats définitifs ne sont pas encore connus. «Il y a une énorme incer-

titude autour de ce que Trump a dit en parlant d'élection frauduleuse et d'en appeler à la Cour suprême», a commenté Naem Aslam, analyste. Si cette ruée vers le billet vert peut sembler contre-intuitive, l'analyste fait valoir que le statut de valeur refuge est plus que jamais d'actualité lors des périodes d'incertitude. «Les investisseurs étaient de se couvrir, la foi des gens dans le

dollar n'a pas bougé», remarque-t-il.

La banque ING estime aussi que «l'une des rares choses claires jusqu'à présent, c'est que nous n'allons pas voir une victoire démocrate massive comme les sondages l'avaient suggéré, et ça a déstabilisé le marché des changes qui s'était positionné pour un résultat clair».

N. T.

Tourisme

Hamidou évoque les moyens de dynamisation de la coopération avec l'ambassadeur croate

■ Le ministre du Tourisme, de l'Artisanat et du Travail familial, Mohamed Hamidou, a reçu à Alger l'ambassadeur de Croatie en Algérie, Ilija Zelalic, avec lequel il a évoqué les voies et moyens de dynamisation de la coopération bilatérale dans le domaine du tourisme et de l'artisanat, a indiqué un communiqué du ministère.

Par Farouk F.

La rencontre a été l'occasion pour les deux parties d'évaluer les relations bilatérales dans le secteur, et d'examiner les voies et moyens à même de les promouvoir», a précisé le communiqué.

Le ministre du Tourisme a mis l'accent, à cette occasion, sur «l'importance de conclure le projet de mémorandum d'entente entre les deux pays en matière de tourisme». Le projet de mémorandum d'entente compte plusieurs axes tendant à promouvoir le partenariat et la coopération entre les deux pays, notamment en ce qui concerne le tourisme rural et durable, la promotion de l'investissement et de la gestion touristique et hôtelière ainsi que la formation et l'échange d'expériences.

Ledit projet prévoit aussi des dispositions visant le développement des relations dans le domaine du tourisme maritime, ce qui permettra, selon la même source, d'ouvrir de «nouveaux horizons au partenariat entre les opérateurs et acteurs du secteur dans les deux pays».

M. Hamidou a souligné, par là même, «l'importance de faire connaître le produit touristique algérien afin d'attirer les touristes

croates et promouvoir la destination Algérie».

De son côté, le diplomate croate a fait part de sa disposition à «intensifier les efforts en vue de promouvoir les relations bilatérales, d'élargir et de développer les domaines de coopération». De même qu'il a fait état de l'intérêt porté par nombre d'opérateurs croates, activant dans le tourisme maritime, pour le marché algérien. «Les deux parties ont convenu de poursuivre la



concertation pour la promotion de partenariat, et de consolider des relations de coopération et les efforts au mieux des intérêts des deux pays», a conclu le communiqué. F. F.

Protection civile

La plateforme numérique, un outil de coordination et d'exploitation informatique

Le chef du Centre national de coordination informatique de la direction générale de la Protection civile, le lieutenant-colonel Abdennour Rouafis, a affirmé à Mostaganem que la plateforme numérique de la Protection civile, qui sera mise en service l'an prochain, sera un outil de coordination opérationnelle entre les unités et les centres d'exploitation de l'information et d'intervention automatique. Le lieutenant-colonel Abdennour Rouafis a souligné, lors d'une rencontre régionale sur les «Techniques de gestion de la plateforme numérique de la Protection civile» organisée à l'unité principale de la wilaya de Mostaganem, que «ce projet permettra

d'exploiter les informations numériques de manière précise et automatique en s'appuyant sur le système d'information géographique (SIG), ainsi que le suivi des statistiques et leur analyse quantitative et qualitative». Cet outil numérique aide à uniformiser le mode de travail au niveau de toutes les wilayas en adoptant les terminologies informatiques uniformisées et en coordonnant entre différentes unités d'intervention et entre le centre de coordination de wilaya et le centre national de coordination opérationnel, a-t-il indiqué. Dans le cadre de ce programme, la direction générale de la Protection civile œuvre, à l'avenir, à dévelop-

per de nouvelles techniques pour améliorer les actions de communication, notamment à travers la plateforme numérique «Ayna Himaya» et d'autres applications pour faciliter la réception des notifications et des appels de secours, a ajouté le lieutenant colonel Rouafis. Une trentaine de cadres chargés de la communication, de l'information et de l'informatique de 15 wilayas de l'Ouest et du Sud-Ouest du pays ont participé à cette rencontre régionale, qui succède aux réunions du Centre, de l'Est et du Sud-Est, abordant des cours théoriques et des ateliers pratiques sur les techniques de gestion de cette plateforme numérique. Farah T.

Tissemilt

Lancement d'un programme «Révolution et mémoire nationale» au profit des scouts

Le commissariat des Scouts musulmans algériens (SMA) de Tissemilt a lancé un programme sous le slogan «La révolution et la mémoire nationale» destiné aux éléments des faoujds (groupes) scouts, a-t-on appris du commissaire de wilaya des SMA, Mohamed Gabi.

Elaboré en coopération avec le musée de wilaya du Moudjahid dans le cadre de la célébration du 66^e anniversaire

du déclenchement de la glorieuse révolution pour la Libération du pays, le programme comporte des visites au musée et aux monuments et sites témoins de la guerre de Libération nationale dans la région, dont le centre de torture érigé par le colonisateur français à «Ain Sfa» et le cimetière de «Bab El Bakouche» où reposent 1 242 chouhada, a indiqué M. Gabi. S'étalant sur 15 jours, le programme prévoit égale-

ment des colloques et des conférences qui seront animés par des universitaires spécialisés en histoire de la glorieuse guerre de Libération nationale et de moudjahidine de la région. Il est également question de la distribution de brochures et dépliants aux adhérents des groupes de scouts sur la biographie de chouhada de la région et les batailles dans la wilaya durant la guerre de Libération nationale.

En outre, les organisateurs prévoient la projection de documentaires traitant d'événements importants dans la région de l'Ouarensenis durant la glorieuse guerre de Libération nationale, en plus de l'organisation d'ateliers au siège des faoujds scouts pour faire connaître les martyrs de la région dont le chef de la Wilaya IV historique, chahid Djillali Bounaama. Yacine N.

Souk Ahras

Appel à l'implication des agriculteurs dans la culture du colza

Les participants à une rencontre de sensibilisation sur la culture du colza, tenue à Souk Ahras, ont soutenu que le développement de cette culture par une large implication des agriculteurs «contribuera à la réduction de la facture des importations». La rencontre a été organisée dans le cadre de la feuille de route du ministère de l'Agriculture et du Développement rural pour le développement de cette culture avec l'objectif stratégique de réduire la facture d'importation des huiles et des fourrages, a

expliqué Souad Nekaa Seridi, directrice de la station expérimentale de Guelma relevant de l'Institut technique des grandes cultures (ITGC). Cette culture améliore les caractéristiques physiques du sol, rompt le cycle des maladies fongiques et assure, outre les graines utilisées pour l'extraction de l'huile alimentaire, un fourrage riche en protéines pour les élevages bovins et ovins, a-t-elle précisé lors de la rencontre tenue à l'INSFP à l'initiative de la Chambre d'agriculture et de la Direction des services agri-

coles. L'extension de la culture du colza offrira, grâce à ses fleurs, une riche ressource mellifère pour les élevages apicole, et contribuera à la récupération de nouvelles terres incultes, a noté de son côté, Nabil Athamnia, cadre de la station expérimentale. Affirmant que des opérateurs économiques sont disposés à assurer la transformation industrielle des récoltes obtenues, le technicien a relevé que de nombreux agriculteurs ont exprimé leur intérêt pour la culture du colza et leur recensement a été

lancé dans la wilaya de Souk Ahras. Il a assuré que le suivi technique leur sera garanti par l'ITGC. De son côté, le président de la Chambre d'agriculture, Mohamed Yazid Hambli, a mis l'accent sur les multiples avantages de cette spéculation, invitant les paysans à s'organiser en coopératives agricoles.

Des explications sur l'itinéraire technique de cette culture ont été présentées aux participants par Hachemi Bouacheba, gérant d'une société privée de production de semences. R. Kh.

Biskra Saisie de 39 000 comprimés psychotropes

UNE QUANTITÉ de 39 000 comprimés psychotropes a été saisie par la Brigade de recherche et d'intervention (BRI) de la Sûreté de wilaya de Biskra et cinq individus suspects ont été arrêtés, a-t-on appris, mardi, auprès de la cellule de communication de ce corps constitué. L'opération a été menée sur la base de renseignements indiquant une activité suspecte d'un réseau criminel national impliqué dans le transport d'une quantité de substances psychotropes d'une wilaya à une autre, passant par Biskra. La quantité de drogue a été retrouvée dans le coffre d'un camion remorque lors de sa fouille au niveau d'un point de contrôle, a fait savoir la même source. L'opération a également permis de mettre hors d'état de nuire cinq individus, alors que deux autres sont en fuite. R. S.

Duo de Soolking et Louane

«Toute ma vie» enregistre un large succès

■ Deux artistes d'univers différents se sont réunis dans un duo qui a pourtant attiré un grand public sur leur chaîne YouTube. Il s'agit du chanteur algérien Soolking et la Française Louane. Intitulé «Toute ma vie», ce clip vidéo a enregistré plus de 420 000 vues en moins d'une semaine. Les fans des deux chanteurs ont beaucoup apprécié cette collaboration et envoyé des messages d'encouragement et de félicitations.

Par Abila Selles

«**M**agnifique ça fait du bien de l'écouter», «La s u b l i m e Louane passe admirablement bien avec Soolking ! Bravo», sont des messages des fans du chanteur algérien Soolking et la Française Louane pour leur duo qui vient d'être partagé sur leur chaîne YouTube. Intitulée «Toute ma vie», cette chanson se veut un hymne à l'amour, à la vie, mais aussi à la beauté. Dans un dialogue musical plein de rythmes et d'émotions, les voix des deux artistes se croisent pour chanter l'amour et la vie. Même si leurs voix étaient mélancoliques, le message transmis est l'espoir à un avenir meilleur.

Pour Soolking, ce duo est le

troisième avec une voix féminine depuis ses débuts artistiques. Quant à Louane, elle en a fait beaucoup auparavant. Dans son dernier album «*Joi de vivre*», Louane était accompagnée par Soolking dans «*Toute ma vie*» et avec deux autres rappeurs dans d'autres chansons.

Il est à noter que Soolking est un rappeur, chanteur et ancien danseur algérien. Batteur pour un petit groupe de rock dans la banlieue d'Alger, alors qu'il est encore adolescent, il devient danseur hip-hop dans une troupe qui l'emène au bout du monde. Il a conquis la France grâce à une pop qui emprunte au rap, au raï, au R'n'B et à la musique latine. Le chanteur a publié son premier album, «*Fruit du démon*», en novembre 2018,



certifié disque d'or quelques semaines après sa sortie. La chanson «*Guérilla*», elle, est déjà un tube. Ce morceau, qui raconte son errance de sans-papiers, s'ouvre sur le rire démoniaque de Soolking, personnage de manga à qui il a emprunté son nom d'artiste, se poursuit par une roucoulade à mi-chemin entre chant raï et R'n'B, et se ter-

mine par une section de cuivres digne d'un tango. Aujourd'hui, Soolking est de renommée internationale et a des fans dans les quatre coins du monde.

Quant à Louane, elle est chanteuse de variété française, musicienne et actrice. Louane sort en 2014 son premier single «*Jour 1*» et participe à l'album «*La bande à Renaud*» en repre-

nant le titre «*La mère à Titi*». En 2014, c'est aussi l'année des débuts au cinéma pour Louane. C'est en participant à *The Voice* qu'elle attire l'attention d'Eric Lartigau, qui lui confie le rôle principal de son film «*La Famille Bélier* : Paula Bélier». Depuis, elle compte dans sa carrière plusieurs albums et a joué dans plusieurs films. **A. S.**

Fermeture des librairies

Le débat français n'a pas gagné toute l'Europe

A lors que la Belgique et l'Allemagne ont autorisé les libraires à ouvrir leurs établissements aux clients pendant le confinement, le débat français n'a pas gagné toute l'Europe. Le verdict est sans appel. Contrairement à ce que les quelque 3 000 libraires de France demandent depuis l'annonce du reconfinement, leurs établissements resteront bel et bien fermés pendant les semaines à venir, comme l'a répété Jean Castex, ce lundi 2 novembre. Sur le plateau de TF1, le Premier ministre a estimé

qu'il n'était «*certainement pas le moment de revenir sur les mesures annoncées*». «*C'est beaucoup trop tôt*», a tranché le Chef du gouvernement qui a exhorté «*toutes et tous, au-delà des commerçants, [à être] extrêmement vigilants*» et à respecter ce confinement. «*Il en va de la survie de l'économie, il en va de notre santé collective*», a-t-il fait valoir.

Alors que les grandes surfaces doivent à leur tour fermer les rayons de leurs produits dits «*non essentiels*», les librairies indépendantes, inquiètes de la concurrence face à Amazon, s'organisent. À Lyon, la librairie «*Passages*» explique à Euronews vouloir mettre en place un comptoir pour que les clients puissent venir récupérer leurs commandes du lundi au samedi. Chez «*L'odeur du*

temps», à Marseille, les passants pourront, dans le cadre de leur promenade quotidienne, acheter un livre à la porte. Pour rester ouverte, une librairie corse s'est, elle, transformée en épicerie.

Dans la presse française, le sort des librairies fait beaucoup de bruit. Lors du premier confinement, elles sont restées fermées, «*blessant au cœur toute la filière du livre*», ont précisé les syndicats, dans un communiqué publié le 29 octobre. Les professionnels n'y étaient pas préparés. «*Entre-temps, les choses ont changé. Les librairies de proximité, qui maillent tout notre territoire, se sont organisées et équipées. Elles peuvent être parfaitement en mesure d'accueillir les lecteurs dans la perspective d'un nouveau confinement, dans des conditions sanitaires sûres et éprouvées*», ont-ils assuré.

Mardi, apprend-on par l'AFP, le chef de file des députés LR, Damien Abad, a proposé de rouvrir les commerces de proximité non essentiels en permettant aux clients de s'y rendre «*une seule fois par semaine*», à l'aide d'une «*attestation*» via l'application gouvernementale TousAntiCovid. Ladite attestation servirait à faire ses courses dans «*tous les commerces non essentiels comme les librairies*». Elle permettrait de se rendre dans plusieurs magasins le même jour, mais durant une durée totale limitée, a suggéré Damien Abad.

Contrairement à la France, dans la plupart des autres pays d'Europe où le confinement a été de nouveau mis en place, les librairies, elles, ont gardé pignon sur rue. En Allemagne, Angela Merkel et les présidents des

seize Länder ont décidé de les laisser ouvertes.

Soulagée, une librairie allemande témoigne, dans les colonnes du «*Point*», de sa tristesse à l'égard de ses confrères français. «*C'est tellement absurde cette décision de fermer les librairies et ça, juste au moment où les gens songent déjà à faire leurs achats de Noël, le plus gros chiffre d'affaires annuel pour les libraires*».

En Italie et en Suisse, même son de cloche. En Belgique, pareil. Le gouvernement d'Alexander De Croo a permis aux librairies de demeurer ouvertes au même titre que les épiceries. Une mesure nécessaire pour aider les Belges à dépasser cette nouvelle difficulté et «*maintenir en vie cette forme de culture*», indique «*Le Soir*».

M. K.

Agend'Art

Villa Dar Abdeltif (El-Hamma, Alger)

Jusqu'au 7 novembre :

L'Agence algérienne pour le rayonnement culturel organise une exposition de peinture de l'artiste Chafa Ouzzani.

Galerie d'art Mohamed-Racim d'Alger

Jusqu'au 7 novembre :

Exposition de l'artiste peintre Narimane Sadat Cherfaoui intitulée «*La symphonie des couleurs*».

Maison de la Culture Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou

5 novembre à 10h :

Présentation du roman «*Comme un nuage sur la route*» et projection de photogrammes du film «*Si Mohand Ou Mhand*», du réalisateur Ali Mouzaoui.

Cinéma

Claude Giraud est mort

Lacteur, qui a incarné le personnage de Slimane face à Louis de Funès dans «*Rabbi Jacob*», s'est éteint à l'âge de 84 ans. Triste nouvelle pour le monde du grand écran. L'acteur Claude Giraud, célèbre pour ses rôles de Slimane dans «*Rabbi Jacob*», de Philippe de Plessis-Bellières dans la saga «*Angélique, marquise des anges*» mais aussi pour ses nombreux doublages, est décédé ce mardi 3 novembre à l'âge de 84 ans, a

annoncé «*La Montagne*». La cause de sa mort n'a pas été précisée. Bien qu'ayant fait ses débuts au théâtre, c'est au cinéma que Claude Giraud doit sa célébrité. Lauréat du Conservatoire national d'art dramatique à trois reprises puis salué par le tout premier prix Gérard-Philippe en 1962, le comédien rejoint la Comédie-Française la même année. Sa carrière d'acteur commence en 1958 dans «*Les Tricheurs*» de Marcel Carné,

pour ensuite apparaître dans «*Un roi sans divertissement*» (1963), «*La Ronde*» (1964) et dans les trois volets d'«*Angélique, marquise des anges*». Slimane ou plus précisément Mohamed Larbi Slimane inspiré de l'homme politique Mehdi Ben Barka dans «*Rabbi Jacob*» (1973) est le personnage qui a fait de Claude Giraud un acteur vu dans le monde entier. Dans cette comédie de Gérard Oury, l'acteur a été associé à Victor Pivert, rôle tenu

par le fameux Louis de Funès. Bien que sorti en 1973, le film a traversé plusieurs générations.

Claude Giraud était également très actif dans le doublage. Il a notamment prêté sa voix à Robert Redford (de «*Gatsby le Magnifique*» à «*Out of Africa*»), Tommy Lee Jones («*Le Fugitif*», «*Men in Black*»), Harrison Ford («*Les Aventuriers de l'arche perdue*»), Sean Connery («*Le Nom de la rose*») ou Alan Rickman («*Harry Potter*»). **R. I.**



Ethiopie

Escalade militaire au Tigré, placé en état d'urgence

■ Le Premier ministre éthiopien, Abiy Ahmed, a annoncé, hier, le lancement d'une opération militaire contre la région du Tigré (nord), qu'il accuse d'avoir mené une attaque meurtrière contre une base de l'armée fédérale et qui a été placée sous état d'urgence.

Par Mourad M.

La tension est montée d'un cran ces derniers jours entre le gouvernement fédéral d'Addis-Abeba et le gouvernement régional du Tigré, qui ne reconnaît plus l'autorité de l'État fédéral depuis le report des élections nationales qui devaient se tenir en août.

Le Front de libération du peuple du Tigré (TPLF), le parti au pouvoir dans cette région d'Éthiopie, «a attaqué un camp militaire (fédéral) dans le Tigré», a accusé Abiy Ahmed dans un texte posté en pleine nuit sur Facebook et sur Twitter.

«Nos forces de défense ont reçu l'ordre (...) d'assumer leur tâche de sauver la Nation. Le dernier stade de la ligne rouge a été franchi», a-t-il ajouté.

Réuni à Addis-Abeba, le Conseil des ministres du gouvernement fédéral a décrété l'état d'urgence pour six mois dans la région du Tigré, estimant que «la situation a atteint un niveau tel qu'elle ne peut plus

être empêchée ou contrôlée via les mécanismes habituels de maintien de l'ordre».

On ignore encore quelles modalités prendra cet état d'urgence.

Dans une adresse télévisée tôt hier matin, M. Abiy a précisé que «des forces déloyales s'étaient retournées contre l'armée à Mekele, la capitale du Tigré, et à Dansha, une ville de l'ouest de la région».

«L'assaut à Dansha a été repoussé par des forces de sécurité de la région Amhara, qui borde le sud du Tigré», a-t-il ajouté.

L'attaque a fait «de nombreux morts, des blessés et des dégâts matériels», a indiqué le Premier ministre.

Le bureau du Premier ministre a accusé le TPLF d'avoir habillé ses soldats avec des uniformes semblables à ceux portés par l'armée érythréenne, afin d'impliquer le gouvernement érythréen dans les fausses revendications d'agression contre le peuple du Tigré.



Dans un communiqué diffusé sur les médias régionaux, le gouvernement du Tigré a déclaré que les gradés et les soldats du Commandement-Nord de l'armée éthiopienne, basé à Mekele, «ont décidé d'être aux côtés du peuple du Tigré et du gouvernement régional».

Il n'était pas possible de corroborer dans l'immédiat les différentes versions des deux camps.

Netblocks, un site qui surveille les coupures internet, a indiqué que ce réseau semblait avoir été coupé dans la région à partir de 01h00 hier.

De même, la nature concrète de la réponse militaire fédérale n'était pas clairement établie dans l'immédiat.

La minorité tigréenne (environ 6 % de la population) a dominé la politique nationale pendant près de 30 ans jusqu'à l'arrivée au pouvoir, en 2018,

d'Abiy Ahmed, premier dirigeant du pays issu de l'ethnie oromo, la plus importante du pays.

Les autorités régionales tigréennes ont rejeté la prolongation du mandat des députés nationaux et régionaux, censé expirer en octobre, décidée à la suite du report, en raison de la pandémie de Covid-19, des élections générales prévues en août.

Les Tigréens ont défié le pouvoir central en organisant leurs élections régionales en septembre et désormais chaque camp considère l'autre comme illégitime.

Les sénateurs éthiopiens ont voté début octobre en faveur d'une rupture des contacts et des financements entre les autorités fédérales et les responsables du Tigré.

La semaine dernière, ces tensions se sont cristallisées sur le contrôle des personnels et équi-

pements militaires du Tigré. Vendredi, un général nommé par Addis-Abeba avait été empêché d'y prendre son poste par le TPLF.

«Le Tigré abrite plus de la moitié de l'ensemble du personnel des forces armées et des divisions mécanisées du pays, un héritage de la guerre qui a opposé en 1998-2000 l'Éthiopie à l'Erythrée, frontalière du Tigré», a récemment souligné le centre de réflexion International Crisis Group (ICG).

Mardi soir, Wondimu Asamnew, un haut responsable tigréen, a déclaré à l'AFP que le gouvernement fédéral était en train d'amasser des troupes à la frontière sud du Tigré.

«Je pense que quand on en vient à la mobilisation militaire, il ne s'agit pas d'un jeu d'enfants. Et cela peut déclencher une guerre totale», a jugé M. Wondimu.

M. M.



Commentaire

Ideologie

Par Fouzia Mahmoudi

Après la France, qui a subi ces dernières semaines nombreux attentats, c'est au tour de l'Autriche d'être victime lundi d'un attentat terroriste qui a fait quatre morts et de nombreux blessés. Un attentat qui est le premier à être revendiqué dans le pays par l'organisation terroriste de l'État Islamique. Dans un communiqué publié sur ses chaînes Telegram, le groupe djihadiste impute à un «soldat du califat» les fusillades meurtrières près d'une synagogue et de l'opéra, dans le centre de Vienne. L'assaillant, originaire de Macédoine du Nord et tué lundi soir par la police, a été identifié comme Kujtim F. Il avait essayé de rejoindre la Syrie et avait été condamné en 2019 à de la prison en Autriche, mais avait été libéré de manière anticipée, a expliqué le ministre de l'Intérieur, Karl Nehammer, devant la presse. L'Autriche, sous le choc, a décrété trois jours de deuil national après ce que le chancelier Sebastian Kurz a qualifié d'«attaque terroriste républicaine». À travers le pays, les drapeaux ont été mis en berne sur les bâtiments publics et une minute de silence observée à midi, tandis que les cloches des églises sonnaient. Le Chef du gouvernement, le Président Alexander van der Bellen et d'autres hauts responsables ont participé à une cérémonie en hommage aux victimes. Mais le chancelier autrichien a aussi appelé cette semaine l'Union européenne à lutter contre l'«islam politique, une idéologie qui représente un danger pour le modèle de vie européen». «L'UE doit beaucoup plus se concentrer à l'avenir sur le problème de l'islam politique», estime Kurz dans une interview au quotidien allemand «Die Welt». «J'attends la fin de la tolérance mal comprise et la prise de conscience dans tous les pays européens du danger que représente l'idéologie de l'islam politique pour notre liberté et pour le modèle de vie européen», ajoute-t-il. Selon Kurz, «l'Union européenne doit mener la lutte contre le terrorisme islamiste, mais surtout contre la base politique qui le sous-tend, c'est-à-dire l'islam politique, avec toute la détermination et l'unité nécessaires». «Je suis déjà en contact avec Emmanuel Macron et de nombreux autres chefs de gouvernement sur cette question, afin que nous puissions nous coordonner plus étroitement au sein de l'UE», explique Kurz, convaincu que le sujet de la lutte contre l'islam politique allait «définitivement» s'imposer comme un thème des prochains sommets de l'Union. Et il est vrai que lui et son gouvernement ont ciblé ce sujet sensible dès leur arrivée à la tête du pays, ce qui explique peut-être pourquoi l'Autriche est un pays considéré par les organisations terroristes comme ennemi de l'islam qui empêche les islamistes de tenter d'imposer des modes de vie contraires à ceux des Autrichiens. Reste à voir si l'Union européenne, très frileuse sur le sujet, et l'a encore prouvé lors des attentats qui ont frappé la France, répondra favorablement à l'appel du chancelier Kurz ou si elle préfère, comme à son habitude, faire la sourde oreille.

F. M.

Amérique du Sud

L'ouragan Eta dévaste les côtes du Nicaragua et du Honduras

L'ouragan Eta qui dévaste la côte caraïbe du nord de l'Amérique centrale, au Nicaragua et au Honduras, a fait au moins trois morts, ont annoncé les services de secours.

L'ouragan, qui avance avec des vents de 230 km/h et des pluies torrentielles et a provoqué des inondations, a fait mardi une première victime au Honduras, une adolescente âgée de 13 ans, morte dans l'effondrement de sa maison.

Et deux hommes ont été tués alors qu'ils travaillaient dans une mine artisanale dans la localité de Bonanza au Nicaragua, a annoncé à la télévision le directeur de la Croix-Rouge nicaraguayenne, Auner Garcia.

L'ouragan a baissé en intensité, passant des catégories 4 à 2, avec des vents de 176 km/h en direction d'une région appelée «triangle minier», une zone d'extraction artisanale d'or dans le nord-est du Nicaragua, selon le dernier bulletin du centre américain de surveillance des ouragans (NHC).

Eta devrait atteindre ce sec-

teur ces dernières heures en tant qu'ouragan de catégorie 1, avec des vents de 120 km/h, avant de se transformer en tempête tropicale dans le nord du Nicaragua, puis aller au Honduras en tant que dépression tropicale à la fin de la journée, selon l'Institut nicaraguayen des études territoriales (Ineter). L'ouragan, qui se déplaçait lentement sur la mer des Caraïbes, s'était auparavant renforcé dans ses eaux chaudes lundi et mardi. De catégorie 4, il a touché terre mardi vers 06h00 locales (12h00 GMT) au sud de Bilwi, la ville principale de la côte nord du Nicaragua, également connue sous le nom de Puerto Cabezas.

Des toits de tôle de maisons de cette région pauvre, où vivent quelque 100 000 personnes, majoritairement des indigènes, ont été facilement emportés par l'ouragan, a raconté à l'AFP le chef miskito Kevin Lackwood de la communauté de Prinzapolka, sur la côte, où les hommes sont restés pour garder les maisons évacuées par les femmes et les

enfants.

«Beaucoup d'arbres sont tombés et le réseau routier est très affecté», a indiqué le ministre nicaraguayen des Infrastructures, Oscar Mojica. La rivière Wawa, entre Bilwi et le reste du pays, est en crue.

«Bilwi a été durement frappée. Des quartiers de la périphérie sont inondés et des ponts sous l'eau. Beaucoup de toits de maisons ont été emportés, et cela continue car l'ouragan se déplace très lentement», a indiqué à l'AFP le secouriste volontaire Kevin Gonzalez.

«Les maisons (de la région) sont très vulnérables : ce sont des maisons de bois doublées avec du plastique», explique-t-il.

Les habitants ont subi durant une dizaine d'heures les affres de l'approche du cyclone : «C'était une nuit de terreur car les rafales de vent faisaient un bruit semblable à celui d'un tracteur qui détruisait tout sur son passage», a raconté pour l'AFP Joel Quin, un habitant de Bilwi âgé de 35 ans qui contemplant avec désarroi les décombres de sa maison.



Match amical

Le NAHD s'impose face à l'EN U-20

LE NA HUSSEÏN-DEY s'est imposé mardi face à l'équipe nationale des moins de 20 ans sur le score de 1-0, en match amical disputé au stade annexe de l'enceinte olympique du 5-Juillet, en prévision du coup d'envoi du championnat de Ligue 1 de football, prévu le samedi 28 novembre. L'unique but de la partie a été inscrit par Moncef Chakib Taguement à la 73^e minute de jeu. Le Nasria restait sur une défaite concédée mardi dernier en déplacement face au CS Constantine (1-0). De son côté, l'équipe nationale des U20, sous la conduite de Saber Bensmaïn, poursuit son cycle préparatoire, après avoir fait deux matchs nuls face à la 1^{re} Région militaire (0-0) et devant le MC Alger (3-3). Les U-20 préparent le tournoi de l'Union nord-africaine de football (UNAF) en Tunisie, prévu en décembre prochain, qualificatif à la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations-2021 (CAN-2021) de la catégorie en Mauritanie, du 16 février au 4 mars prochains. Le NAHD enchaîne aujourd'hui en défiant la JS Kabylie, en demi-finale du tournoi organisé par le MC Alger au stade Ahmed-Falek de Hydra, dédié à la mémoire du défunt Smâïl Khabatou, ancien entraîneur du «Doyen». Dans l'autre demi-finale, le MCA affrontera le Paradou AC. La finale se jouera le samedi 7 novembre.

CAN-2021 (Qualifications) Zimbabwe

La ZIFA rejette la proposition de la FAF de jouer les deux matchs en Algérie

LA FÉDÉRATION zimbabwéenne de football (ZIFA) a rejeté la proposition de son homologue algérienne (FAF) de disputer à Alger la double confrontation, prévue les 12 et 16 novembre, comptant pour les 3^e et 4^e journées (Gr.H) des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2021, rapporte mardi la presse locale. «Les Algériens nous ont proposé de faire jouer les deux matchs sur leur sol, avec en contrepartie ils payeront notre hébergement. Mais nous avons refusé cette offre. Nous ne pouvons pas vendre notre âme. Regardez, le pays est actuellement d'humeur festive après la levée de l'interdiction du stade national des sports», a déclaré le président de la ZIFA, Felton Kamambo, au quotidien «The Herald». Selon le site spécialisé Soccer24.zw, la FAF aurait également proposé à la ZIFA de payer les frais relatifs au déplacement de la délégation des «Warriors», et d'autres frais connexes. Le rejet de l'instance zimbabwéenne est motivé par

le souci de jouer à domicile, suite à la décision prise par la Confédération africaine (CAF) de lever temporairement l'interdiction de jouer à la maison en raison de la dégradation des stades au Zimbabwe. «Nous leur avons proposé que les deux matchs soient joués au stade national des sports de Harare, et nous prendrions en charge leurs frais d'hébergement, mais ils ont également refusé», a ajouté le patron de la ZIFA. L'équipe nationale d'Algérie accueillera d'abord le Zimbabwe le jeudi 12 novembre au stade olympique du 5-Juillet d'Alger (20h30), avant de se déplacer à Harare pour affronter les Warriors le lundi 16 novembre (16h00, algériennes). A l'issue de la 2^e journée du groupe H, l'Algérie occupe la 1^{re} place avec 6 points, devant respectivement le Zimbabwe (4 pts) et le Botswana (1 pt), alors que la Zambie ferme la marche avec 0 point. Les deux premiers du groupe se qualifient pour la phase finale de la CAN-2021 au Cameroun.

MC Alger Almas revient sur sa décision de partir

■ Les dirigeants du Mouloudia d'Alger font tout ce qui est en leur pouvoir pour tenter de garder Nacer Almas à la tête du Conseil d'administration du doyen des clubs algériens, après avoir menacé de se retirer de la gestion du club.



Almas devra poursuivre sa mission

Par Mahfoud M.

Affecté par tout ce qui a été dit à son sujet et après avoir vécu une pression terrible en raison des derniers développements au Mouloudia et notamment l'affaire du joueur soudanais El Gherbal qui a perturbé la sérénité des Vert et Rouge, Almas s'est dit qu'il valait mieux qu'il se retire maintenant et à assuré tout le monde qu'il ne compte pas continuer l'aventure avec le club algérois. Pour retrouver la sérénité qu'il faut et tenter de garder une certaine stabilité, les responsables du

MCA ont repris contact avec Almas pour le convaincre de reprendre et de continuer son travail. Ainsi, les dirigeants Bacht et Bourayou ont réussi à le faire changer d'avis et l'amenent donc à continuer sa mission à la tête du club. Pour eux, après avoir bouclé l'opération recrutement et terminé la phase préparatoire, il n'était nullement question de quitter le navire. Ils lui ont demandé de ne pas faire cas des critiques qui fusent de certaines parties et de se concentrer uniquement sur ce qui les attend, à savoir le début du championnat national qui est

fixé pour le samedi 28 novembre prochain, en plus de la Ligue des champions qui reste un objectif très important pour le club le plus populaire d'Algérie. Sur un tout autre plan, le MCA se prépare à débiter aujourd'hui le tournoi Smâïl-Khabatou qui se déroulera à Hydra et verra l'équipe donner la réplique au Paradou AC en demi-finales. Le Mouloudia fera tout son possible pour bien démarrer ce tournoi qui sera une belle occasion pour bien se préparer en prévision de l'entame de la saison.

M. M.

AG ordinaire de la Fédération de boxe Rejet des bilans moral et financier de l'exercice 2019

LES MEMBRES de l'assemblée générale de la Fédération algérienne de boxe (FAB), réunis en session ordinaire mardi au Centre sportif de «Sveltesse» à Chéraga (Alger), ont rejeté à l'unanimité les bilans moral et financier de l'exercice 2019. Les travaux de l'AG se sont déroulés en présence de 32 membres (24 ligues et les huit meilleurs clubs) sur les 43 que compte l'assemblée générale de la FAB, sous l'égide de Youcef Khelifi, président de direction ainsi que les représentants du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) et du Comité olympique et sportif algérien (COA). Les membres de l'AGO ont d'abord procédé à la lecture et l'approbation du bilan moral de l'exercice 2019 qui a été rejeté par 24 membres, alors que neuf ont voté oui, avant de passer à l'adoption du bilan financier-2019, rejeté également par 23 membres, contre huit pour et un bulletin nul.

«Nous avons assisté à une session ordinaire qui s'est déroulée dans de très bonnes conditions, marquée par un rejet des deux bilans, ce qui dénote de la responsabilité des membres de l'assemblée générale qui ont, à travers ce vote, désavoué la gestion administrative et financière de l'instance fédérale», a déclaré Youcef Khelifi, président de direction de la FAB. Programmée le 24 septembre dernier à Alger, l'AGO avait été interrompue suite à la demande des membres du bureau fédéral qui avaient exigé la démission de Nehassia Abdelmadjid du poste de président, lui reprochant notamment sa «mauvaise gestion». Finalement, le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) a pris la décision de suspendre le président de la FAB ainsi que son bureau fédéral. Un directoire composé de trois membres a été mis en place pour préparer l'AG ordinaire

ainsi que l'assemblée élective. «Nous sommes très conscients du poids de la responsabilité, mais nous demandons à tous les membres de la famille de la boxe algérienne de travailler ensemble pour aller de l'avant et mettre l'intérêt de la discipline au-dessus de tout. Notre mission consiste à gérer les affaires courantes et préparer la prochaine assemblée ordinaire 2020 ainsi que l'AG élective», a-t-il précisé. De son côté, le commissaire aux comptes Saïd Kouïmia a noté, lors de la présentation du bilan financier, l'absence des procès-verbaux de passations de consignés entre Mourad Ouhib, président de la FAB du 1^{er} janvier 2019 au 12 mai 2019, et Abdelmadjid Nehassia, président de l'instance fédérale du 19 mai 2019 au 31 décembre 2019. Il également fait savoir que la Fédération algérienne doit mettre en place un registre d'inventaires qui «n'existe pas à ce

jour», en enregistrant la totalité du patrimoine mobilier et immobilier, conformément à la réglementation en vigueur. «La FAB doit mettre en place une structure de gestion de contrôle financier des ligues et clubs, conformément à l'article 2 alinéa 15 des statuts de la FAB, chose qui n'a pas été faite par les responsables de l'instance. La commission des finances, chargée de contrôler la gestion interne et diriger des enquêtes, n'a pas été installée par l'assemblée générale, selon l'article 9 des statuts internes», a-t-il souligné. Dans le même contexte, le représentant du MJS, Sid-Ahmed Amrouni, a indiqué que «le rejet du bilan financier peut conduire les anciens responsables à des poursuites judiciaires, parce qu'il s'agit tout simplement de la gestion des deniers publics de l'Etat». «L'inspection générale relevant du MJS a déjà fait son rapport sur la gestion financière

de la Fédération de boxe et tous les dépassements constatés pourront conduire à des poursuites judiciaires», a-t-il expliqué. Elu le 4 mars 2017 à la tête de la FAB pour le mandat olympique 2017-2020 en remplacement de Nabil Sadi, Nehassia avait été d'abord suspendu par le MJS pour «mauvaise gestion» avant d'être déchu de son poste par les membres de l'Assemblée générale, réunis en session extraordinaire le 15 juillet 2017 et une assemblée élective avait été organisée le 1^{er} août de la même année, portant Abdeslam Draa à la tête de la FAB. Mais suite au verdict du Tribunal algérien de règlement des litiges sportifs (TARLS), Nehassia a été, le 7 mai 2019, rétabli dans ses droits en tant que président «légitime» de l'instance fédérale, avant d'être suspendu à nouveau par le MJS le 10 octobre dernier et un directoire, composé de trois membres, a été installé.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Etats-Unis

Le département d'Etat souhaite un prompt rétablissement au Président Tebboune

LE DÉPARTEMENT d'Etat des Etats-Unis a souhaité, par la voix de son porte-parole adjoint, Kyle Brown, un prompt rétablissement au président de la République, Abdelmadjid Tebboune, mettant en avant la profondeur des relations bilatérales et l'aspiration du Gouvernement américain à poursuivre le travail avec le Président Tebboune, son gouvernement et le peuple algérien, a indiqué la Présidence de la République hier dans un communiqué.

"Dans une déclaration à la presse, le département d'Etat des Etats-Unis a souhaité, par la

voix de son porte-parole adjoint, Kyle Brown, un prompt rétablissement au président de la République, mettant en avant la profondeur des relations algéro-américaines et l'aspiration du Gouvernement américain à poursuivre le travail avec le Président Tebboune, son gouvernement et le peuple algérien", précise la même source.

Par ailleurs, "le Conseiller à la Sécurité nationale des Etats-Unis, Robert O'Brien a fait part sur Twitter du "souhait sincère du gouvernement américain de prompt rétablissement au président de la République", a conclu le communiqué. R. N.

Boudjima (Tizi Ouzou)

4^e édition du Salon du livre pour enfants vendredi et samedi



L'ASSOCIATION culturelle Innar d'Affir de la commune de Boudjima (27 km au nord-est de Tizi-Ouzou) organise demain et après-

demain (vendredi et samedi) la 4^e édition du Salon du livre pour enfants. La manifestation livresque, initiée en collaboration avec l'Assemblée populaire communale, sera abritée par l'école primaire des frères Hallou du village Agouï Ufequous (03 km à l'ouest du chef-lieu communal). Au programme du salon, une expo-vente de livres, des ventes dédicaces, des ateliers (écriture, philosophie pour enfants), une table ronde autour du livre pour enfants, une rencontre avec le bédéiste Kamel Bentaha, des ateliers de dessin, lecture, conte et coloriage, des chants (chorale), du théâtre pour enfants et une mise en scène de bande dessinée «Tamacahut n tsékurt» (L'histoire d'une perdrix). Hamid M.

Propagation de l'épidémie de Covid-19

La DGSN va durcir les contrôles

LA DIRECTION générale de la sûreté nationale (DGSN) a indiqué, hier, dans un communiqué avoir renforcé le rôle assigné à ses différentes composantes pour atténuer les effets de la propagation de l'épidémie de Covid-19.

La DGSN a renforcé le rôle assigné à ses différentes composantes pour atténuer les effets de la propagation de l'épidémie de Covid-19, en veillant à l'application des mesures préventives et du protocole sanitaire en vigueur, notamment le respect de la distanciation sociale et des conditions d'ou-

verture des commerces et d'organisation des transports en commun et le port du masque, en plus de l'ensemble des règles de protection et de prévention mises en place dans les lieux publics, a précisé le communiqué.

La DGSN poursuit ses efforts pour la sécurisation des citoyens, surtout dans les conjonctures nécessitant une mobilisation sur le terrain de ses forces comme la propagation de l'épidémie de Covid-19, pour en atténuer les effets, a souligné la même source. Salem M.

Élection américaine: Le décompte sans fin



Loumis

Djalou@hotmail.com

Projection d'«Héliopolis» de Djaffar Gacem

Un film émouvant, une œuvre majeure

■ On commençait à s'inquiéter sérieusement quant à l'avenir du cinéma algérien et, grâce à «Héliopolis», Djaffar Gacem vient de lever de manière magistrale cette appréhension partagée par les milieux critiques.

Par Nadjib Stambouli

Livré hier en projection de presse à la salle Ibn Zeydoun, l'un des rares, sinon le seul espace du pays à offrir d'excellentes conditions de visionnage et d'écoute cinématographique, le film «Héliopolis» s'est décliné comme une œuvre majeure, traitant d'événements douloureux, ceux du 8 mai 45, à Guelma. Le traitement de cette période cruciale dans l'histoire du mouvement national, en tant qu'étape de maturation puis d'accélération de la conscience patriotique que judicieusement écarté deux tentations, celle du documentaire et celle du mélo. La trame a été tissée par les scénaristes autour du déchirement d'une famille d'un gros propriétaire foncier, Mokdad Zenati, merveilleusement interprété par un Aziz Boukrouni dont le talent a dirigé avec justesse, en proie à des tiraillements entre l'engagement de son propre fils au sein de la cause nationale, d'une part, et de l'autre, son enracinement d'intérêts matériels et idéologiques au service de la puissance coloniale. Sur fond d'une multitude de dilemmes quasi-cornéliens, d'hésitations, de débats en soi-même et en groupe saupoudrés de faits apparemment anodins mais politiquement déterminants, comme une course de chevaux ou un conflit sur le prix des céréales, on voit se forger la conscience et les éléments constitutifs des douloureusement célèbres «événements» du 8 mai 45 de Kherrata, Sétif et Guelma. Servi par un scénario, dont il est également co-auteur, qui ne laisse aucune place à la démagogie ou encore à l'héroïsme de pacotille, Gacem parvient à faire partager au spectateur



des moments d'intense émotion sans jamais verser dans les jérémiades d'un côté ou dans le ciblage unilatéral et réducteur de l'ennemi. Rien n'est ni totalement blanc ni totalement noir dans un camp comme dans l'autre, mais le produit d'une dynamique conflictuelle continue, c'est sur fond de cette vérité dialectique (mais surtout artistique) que le film happe l'attention du spectateur sans jamais la lâcher jusqu'à la fin, qui n'arrive pas d'ailleurs. Les décors, autant naturels que ceux de restitution, ainsi que les décors et l'environnement sonore avec les chansons d'époque, plongent le public dans l'atmosphère des années 40 dans l'Algérie profonde, sous «le joug colonial» pour suer d'un stéréotype éculé mais fidèle à la réalité de l'écrasement. Le dialogue, sous-titré en français, use de formules choc compréhensibles par les jeunes d'aujourd'hui, sans succomber dans l'attrait de l'accent régional, l'option étant «algérienne», comme le précise d'ailleurs le réalisateur lors du débat, autrement dit un choix conscient. Le film «Héliopolis» dure deux heures qu'on ne sent pas passer, si ce n'est pour en redemander encore. Djaffar

Gacem, connu pour être un téléaste à succès, notamment grâce à «Achour El Acher», série très appréciée mais dans laquelle il est injustement confiné, a sans conteste réussi avec grands succès son passage au long métrage. «Héliopolis» est-il donc un chef-d'œuvre ne souffrant ni faille ni critique ? Il est permis de douter que Gacem serait heureux d'une telle appréciation qui suggérerait que l'artiste arbore la perfection, statut dont il se défendrait, évidemment. Alors, allons-y pour au moins deux remarques : des lourdeurs au début du film, à l'exemple de plages de silence et de figé trop longues, rompues par la scène hippique qui imprime un autre rythme au déroulé du récit. La deuxième remarque est une impression diffuse d'excès didactique, par des moments qui ressemblent moins à des scènes de films qu'à une dispense de leçon d'histoire.

C'est, à tout point de vue, technique et direction d'acteurs, une œuvre transcendante. Sans conteste, en choisissant pour thème une grande date, Djaffar Gacem aura réalisé un film qui fera date.

N. S.